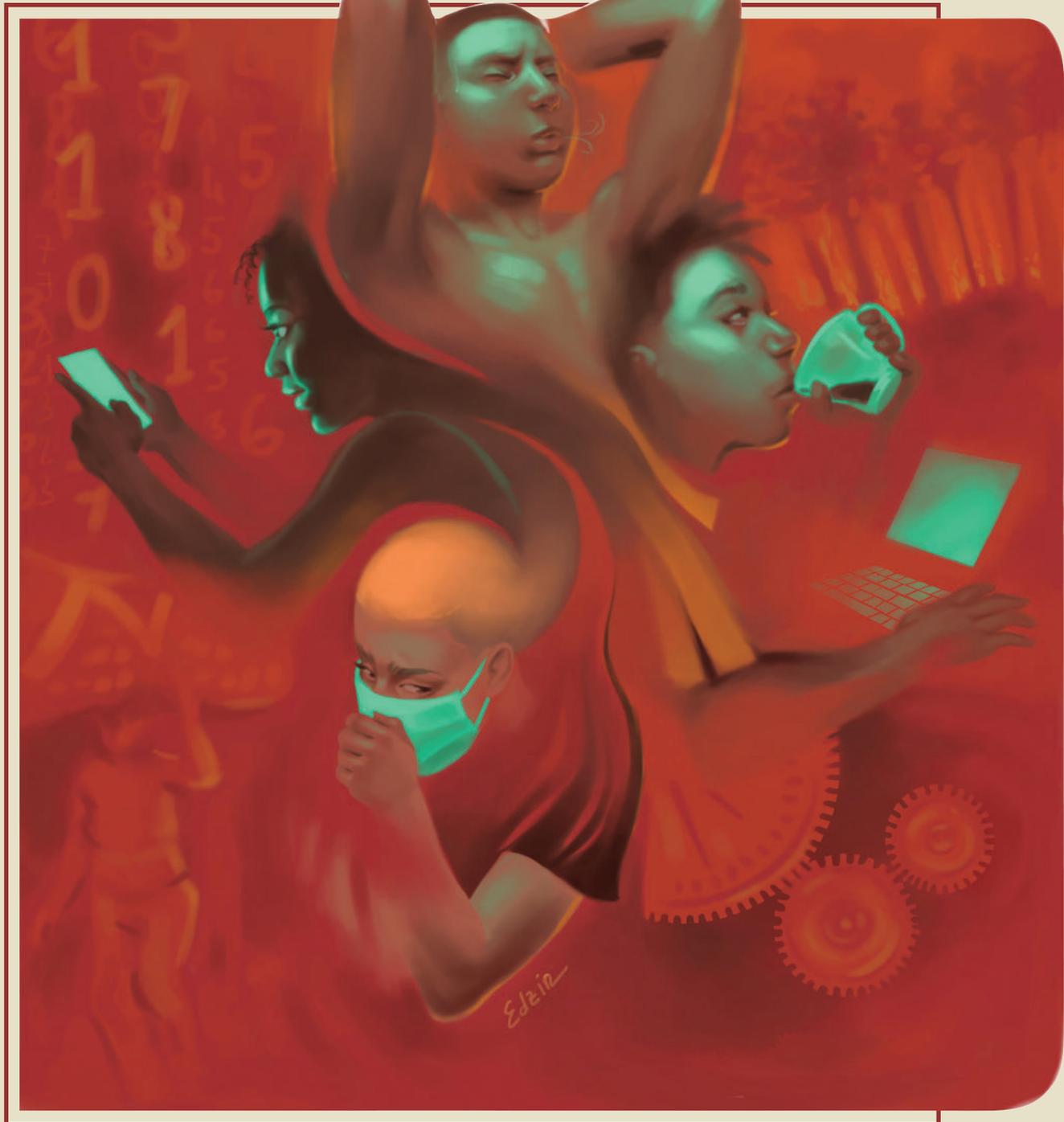
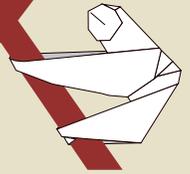


Le Paresseux

le journal du SÉTUE



automne 2023

S'adapter: jusqu'où?



Le Paresseux - Automne 2023

Rédaction

Ana
Ariane Beaudin Map
Elisa Vial
Émile Brassard
Léo Henni
Liza Hammar
Matteo

Révision/correction

Adé Renaudin
Ana
Ariane Beaudin,
Elisa Vial
Émile Brassard
Léo Henni,
Map

Graphisme

Matteo Esteves

Illustrations

Malvina Barra
edzin_art
excepté page 7 : illustration
de Map

SOMMAIRE

- 4** | Éditorial
- 6** | Je me suis effondré·e
- 11** | Furor sanandi
- 13** | Pour une approche critique de la santé mentale
- 16** | Désinformation et montée de la haine envers la communauté 2SLGBTQIA+ : il faut protéger le vivre-ensemble !
- 18** | Contre le projet de loi 31
- 20** | Luttons contre notre appauvrissement
- 24** | Abécédaire pour gagner nos luttes
- 27** | Qu'est-ce que le SÉTUE?

L'indignité

S'adapter :

Il est 15:22. Nous sommes au milieu de l'été, la personne qui rédige cet éditorial a absolument envie de faire autre chose. Elle veut dormir, et même aller dormir dans un parc au soleil. Elle veut profiter de cet après-midi parce que, pour une fois, le temps est beau dehors : pas de pollution trop visible, pas de nuage de smog qu'on verrait presque entrer dans ses poumons à chaque inspiration, pas de pluie diluvienne ni d'alerte à la tornade. C'est une bien belle journée ! Mais cette personne va terminer cet éditorial, qui en plus n'est pas si long que ça. Puis tout en écrivant ces quelques lignes sur la thématique choisie, l'adaptation, elle se rappelle que, pendant ce temps-là, Legault s'augmente de 30 000¹ piasses tout en posant fièrement devant un hummer écoresponsable².

UN HUMMER.

Et vous qui n'avez pas de hummer, même pas de char en fait, on vous demande de vous adapter, à la hausse des loyers parce que non, vous n'avez pas eu l'intelligence d'investir dans l'immobilier³, à une augmentation indécente du budget de la police, qui a toujours aussi peu de comptes à rendre face au profilage social et racial qu'elle opère, à une inflation qui ne galope même plus : à ce stade on a perdu le cheval depuis longtemps et il est certainement rendu quelque part dans le Yukon...

S'adapter, perpétuellement. À coups de psychothérapies, de médications toujours plus diverses, de traitements, d'assouplissements répétés des normes de travail, adapter son portefeuille à des augmentations de loyers toujours aussi hautes qu'injustifiées. Encore une fois : vaguement entretenir une habitation et encaisser des chèques n'est pas un métier. S'adapter, à un monde qui brûle alors que nous passons un été sous lequel les orages et pluies diluviennes succèdent aux nuages de smog.

La dualité du concept d'adaptation vient de ce qu'on peut l'entendre sur un mode passif ou actif. Pour surmonter la désadaptation de l'espèce humaine à la Grande Société, deux solutions adaptatives très différentes s'offrent en effet à nous. La première consiste à

¹ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1979403/hausse-salaire-remuneration-quebec-primes>

² <https://www.lapresse.ca/actualites/chroniques/2023-06-07/le-hummer-caca-d-oie.php>

³ <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/793121/la-ministre-duranceau-toujours-partenaire-d-affaires-de-son-amie-lobbyiste>

⁴ Stiegler, Barbara. 2019. "Il faut s'adapter". Sur un nouvel impératif politique. Gallimard.

jusqu'où ?

modifier « d'en haut » les dispositions de notre espèce. Soit par l'éducation – mais cela implique, si l'on tient compte de la non-hérédité des caractères acquis, de recommencer l'effort « à chaque génération ». Soit par une politique eugéniste, visant à mieux adapter l'espèce à son nouvel environnement. Dans les deux cas, l'adaptation prend, pour la masse des hommes, un sens strictement passif. L'espèce humaine est considérée comme un matériau malléable, que l'on peut adapter sans résistance aux nouvelles exigences de la Grande Société⁴.

S'adapter et se sur-adapter, toujours. Dans une seule direction, en ligne droite. Obtenez le bon diplôme, suivez le cursus universitaire qui ne dépendra non pas de vos envies ou de votre bonheur mais, au contraire, celui qui fera de vous un citoyen soi-disant utile, un-e manager toxique, un-e aspirant-e millionnaire aux rêves rabougris, un-e consultant-e en consulting – je vous jure que ça existe. Y a pas plus névrosées que les personnes qui s'adaptent, non ?

Contre l'adaptation, nous devons proposer l'expérimentation, permanente, partout, dans tous les champs. Les néolibéraux-ales se caractérisent par leur pessimisme anthropologique⁵, une absence de foi en l'humanité pour le dire vite, qui repose sur un système de croyance dont les propres fondations sont chancelantes, voire inexistantes, aussi fragiles que les soi-disant règles qui régissent la bourse.

The stock market is astrology for men⁶.

On ne recréera pas de commun sans refus de s'adapter. Ne vous adaptez pas, indignez-vous, rebellez-vous, contre ce que vous voulez, contre l'UQAM, contre le dude-pas-génial-mais-quand-même-sympathique que vous datez encore, contre le monde entier, et même contre cet éditorial, contre son auteurice, contre ce journal.

⁵ France Culture. 2019. La Grande Table. "S'adapter : le nouvel horizon du libéralisme ?". Voir en ligne : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-grande-table-idees/s-adapter-le-nouvel-horizon-du-liberalisme-9287936>

⁶ Citation issue d'un tweet, sauf que maintenant c'est plus Twitter mais X. Est-ce que ça fait que les tweets sont désormais des X-files ?

Je me suis effondré.e

par Map

Depuis le début de mes études de deuxième cycle en 2018, l'obstacle principal auquel j'ai été confronté.e dans ma pratique – qui confond création, recherche, et action – est un épuisement chronique et douloureux dû à ma fréquentation des milieux des études dites supérieures et ceux professionnels des arts des dix dernières années. En toute inconscience, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, j'ai réussi à m'introduire dans ces milieux et à y *tougher* la run en performant des normes bourgeoises, neurotypiques, capacitaires, impériales, hétéros et homonormatives qui en constituent leurs charpentes. C'est-à-dire que j'ai dû me camoufler, comme je le pouvais, parmi différentes masses sociales que je ne reconnaissais pas.

Toutefois, comme l'avance bell hooks dans *Apprendre à transgresser : l'éducation comme pratique de la liberté*, « [...] il est toujours nécessaire aux étudiant.e-s d'assimiler les valeurs bourgeoises pour être jugé.e-s acceptables » (hooks 2019, 164). Pour Margaret Price dans *Mad at school : rhetorics of mental disability and academic life*, à l'assimilation des normes bourgeoises s'y joint la nécessité, du moins pour les mad et neuroatypiques, « to pass ¹ » pour survivre, ce qui participe malheureusement à perpétuer la conception élitiste de ce qu'est l'université (Price 2011, 7).

C'est donc à la fin de l'an 2018, après six ans de *masking*² intensif, que je me suis effondré.e. Je peine, au moment où j'écris ces lignes en cette fin de l'an 2023, à comprendre comment et pourquoi j'en suis arrivé.e au burnout autistique tout comme je

peine encore à saisir les séquelles de ce burnout si particulier, devenues permanentes chez moi. L'utilisation du terme « épuisé » ne suffit donc pas pour qualifier l'état de mon âme autiste non binaire dans lequel ces milieux dominants l'ont menée.

hooks écrit en 1994 : « [i]l n'est pas facile de verbaliser notre douleur, de théoriser ce sentiment » (hooks 2019, 72). Elle fait allusion aux émotions vécues au sein de l'université qui, quand bien même réelles, sont refoulées, car considérées comme non pertinentes dans le cadre de la recherche scientifique. Les émotions seraient donc hors des sciences et de ses institutions, incluant celle de l'enseignement. Ce passage m'est alors resté en tête, en écholalie, d'une part parce que j'ai pu m'y retrouver, en tant que personne issue de la classe ouvrière tentant de naviguer des lieux élitistes tout en perpétuant moi-même les oppressions qu'ils promeuvent. D'autre part, en tant qu'autiste semi-verbal.e³ que je m'y reconnais, quand bell situe ce qui est difficile dans l'acte même de verbalisation.

Du fait qu'il m'est impossible de contrôler certaines de mes (ré)actions corporelles et neurologiques – qui sont directement et immédiatement reliées à mes émotions et à mes hypersensibilités sensorielles – il semble tout à fait illogique à mon sens et à mes sens de réussir à séparer mes émotions vécues de l'université et de la recherche.

hooks pointe également l'effet absurde de cette tendance à séparer corps, esprit et pensée. L'université, qu'elle désigne comme étant régie par des valeurs bourgeoises qui soutiennent cette division, va à l'encontre

¹ Une traduction littérale en français serait « de passer », mais cela ne me semble pas adéquat afin de comprendre le sens que porte l'expression anglaise. J'offre donc ici une alternative sous forme de définition personnelle qui est : les stratégies d'action de se faire passer pour, dans mon cas neurotypique auprès des autres. C'est un terme qui prend origine au sein des communautés noires concernant le fait que certaines personnes noires, dont métisses ou albinos, mais pas seulement, peuvent passer pour blanc-hes auprès des autres, et ainsi leur conférer un privilège vis-à-vis des personnes à la peau foncée qui, elles, ne peuvent pas réussir à se masquer pour entrer dans la norme blanche (Wehnert et Ebrary 2010).

² Le *masking*, ou camouflage, est chez les autistes une stratégie de survie, pouvant être à long terme dangereuse pour la personne autiste (car pouvant causer dépendance, perte de personnalité, abus d'autrui, fatigue chronique, dépression, anxiété, etc.), et qui, en contexte social, consiste à cacher ses comportements autistiques pour différentes raisons (Akhtar et al. 2016; Jaswal et Akhtar 2019).

³ Qui signifie qu'à des moments aléatoires ma capacité à utiliser ma voix, le langage, les mots et les langues pour m'exprimer est inexistante.

Marat is dead, I melted and shutted down,
collage numérique, 2020-2023
Map



bourgeoises, etc., au détriment de leur santé afin d'accéder à l'éducation; à un travail valorisant et suffisamment rémunéré; à des postes décisionnels ayant le pouvoir de (trans)former des vies, et par effet collatéral, l'accès à des soins de santé; à un lieu de vie; à une sécurité; et ultimement à la vie; cela signifierait que la possibilité de me réaliser pleinement en tant qu'artiste et de nous émanciper collectivement est actuellement impossible.

Pour ma part, c'est par le travail d'artiste-chercheur-e que je tente de continuer à naviguer dans ces mondes insoutenables. Toutefois, je travaille aussi à me désengager d'un legs d'exceptionnalité élitiste, d'exclusivité, essentialiste et disciplinaire que l'on donne souvent à l'artiste. Je m'éloigne des tendances – conscientes ou inconscientes – à agir et à penser la création comme si elle s'opérait et se pratiquait en annexe ou hors du monde pour ensuite s'y immiscer en tant qu'acte révolutionnaire, engagé ou politique. L'objet de création et l'artiste n'apparaissent pas ou ne s'insèrent pas dans « la vraie vie », car ils en font partie, « parce qu'on n'est pas en suspension dans l'air » comme dirait Glissant (Glissant et Noudelmann

2018). Tout comme les chercheur-es, les recherches, les politicien·nes et les politiques sont et font les réalités, et par le fait même, font aussi les constructions sociales, les systèmes de domination et les logiques de normalisation. Je m'inscris plutôt aux côtés d'autres sensibilités, c'est-à-dire de la création dans le sens d'engendrer quelque chose, de réorganiser ce que je perçois et vis. C'est de m'engager avec un « monde à créer, mais qui est déjà là » (Glissant et Gauvin 2010, 63), « [...] "un mouvement total du devenir" dans lequel "nos actions ne transforment pas le monde, elles font partie et sont une pièce de la transformation même

du principe de concevoir une personne comme entière (hooks 2013, 184; 2019, 22). De ce fait, bell⁴ poursuit en avançant que seules les performances intellectuelles et la capacité à faire sa job en classe sont valorisées, comme si « [...] l'individu se vidait de sa substance au moment de franchir le seuil de la salle de classe, et qu'il ne restait plus qu'un esprit objectif, dénué d'expériences et d'opinions » (hooks 2019, 185).

Compte tenu de ce qui précède, je me dis que si les personnes de la diversité capacitaire⁵ doivent performer ces normes extrêmement exigeantes, souvent inatteignables et à l'intersection d'autres normes, de blancheur,

⁴ J'alternerai tout au long de ce texte entre le nom, le prénom et le nom complet des intellectuel·les et praticien·nes avec lesquelles j'ai développé une forte amitié. Ariella Aisha Azoulay nomme ces amitiés compagnons dans *Potential history: unlearning imperialism* (Azoulay 2019, 35). Ce choix s'inscrit notamment dans un souci de transformer les rapports idéalisés et de pouvoir que confèrent l'utilisation normalisée des noms de famille et l'autorité de certains savoirs sur d'autres. Effectivement, convoquer Albert dans nos réflexions n'a pas le même effet rhétorique que de citer Einstein. Cela me permet également d'atténuer la division corps, esprit et pensée, ou du moins de rappeler que ces auteur·trices ont été ou sont des êtres. Finalement, sachant que la majorité des noms de famille proviennent d'une lignée traditionnellement paternelle, il me semble ici à la fois important et touchant d'utiliser bell plutôt que hooks, prénom de la mère et arrière-grand-mère de Gloria Jean Watkins, nom de naissance de bell hooks.

⁵ Terme pour nommer la diversité des personnes s/Sourdes, handicapées, neuroatypiques, fous/folles et malades sous une dénomination commune à l'instar de « diversité sexuelle » (Leduc et al. 2020a, 5).

du monde”» (Ingold citée dans Dokumaci 2020, 100, ma traduction)⁶.

C'est dans une conception sensorielle plutôt qu'exceptionnelle que je me situe lorsque je qualifie ma pratique confondant création, recherche, action et vie. Celle qui (se) situe, (se) réorganise, (se) décentralise, qui use de son privilège de pouvoir exister dans l'espace public et du privilège de l'artiste d'user de son temps de travail, contrairement à la majorité des employé-e-s, relativement comme iel le veut, le peut ou de la manière et à propos de ce qu'iel croit être le plus signifiant et significatif (Rancière 2000, 66-73; 2008, 26). Ma pratique est de m'engager à penser ma propre capacité de changer avec le monde « [d]ans mon propre temps et espace »⁷; à un réagencement des rapports au possible, que Jacques décrit comme une capacité à changer le monde modestement (Rancière 2004, 33; 2000, 65) et Arseli, comme des affordances⁸ microactivistes de tous les jours (Dokumaci 2017, 404).

C'est également en ces sens – non pas en ces mots – que je semblais alors saisir ou espérer les potentialités d'intégrer mon programme de recherche-crédation au moment où j'écrivais ma lettre de motivation adressée au Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques le 24 août 2017. Une seule partie d'un énoncé de la description du programme m'était restée et m'avait convaincu.e :

Mettre à l'épreuve les méthodes connues de création et de production;
Mettre à l'épreuve les méthodes connues de création et de production;
Mettre à l'épreuve les méthodes connues de création et de production⁹;
C'était ma place.

Ma structure autistique d'appréhension du monde et de l'information – littérale, à partir de détails d'un ensemble, etc. – que j'aime qualifier tantôt d'enthousiasme naïf, tantôt de surcharge d'espoir à m'en s'couer les mains, a fait en sorte qu'à ce moment je ne saisisais pas l'ampleur de la capacité d'adaptation dont j'allais avoir besoin pour pallier aux décalages insoupçonnés entre moi, les autres et les structures normatives vers lesquelles je me dirigeais.

Effectivement, il a fallu que je passe :
d'un domaine à l'autre, arts visuels et médiatiques à recherche-crédation en cinéma;
d'un vocabulaire à l'autre, artistique à cinématographique;
d'une université à l'autre, UQAM à UdeM;
d'un quartier à l'autre, Quartier Latin à Côte-Des-Neiges;
d'un cycle à l'autre, 1^{er} à 2^e cycle;
d'une dynamique à l'autre, en cohorte d'artistes de la relève à candidat-e isolé-e;

Et un peu plus tard
de trouble-fête à trouble de l'adaptation;
à asperger;
à anxiété généralisée avec symptômes dépressifs;
et finalement, à autiste...

⁶ “[...]a total movement of becoming’ in which ‘our actions do not transform the world, they are part and parcel of the world’s transforming itself” (Ingold citée dans Dokumaci 2020, 100).

⁷ Je me réfère à la définition suivante de l'autisme « [i]n their own space and time » de la communauté Māori (Takiwātanga) qui reflète mieux mon expérience autistique du monde et qui renégocie les termes médicaux qui définissent l'autisme comme un repliement sur soi si intense, qu'il entraînerait une altération significative des sens de la réalité (<https://www.instagram.com/reel/Calu9TuAH0n/>).

⁸ Arseli Dokumaci utilise « affordances » comme les potentialités des objets, des environnements ou des personnes permettant l'action d'une personne ou la facilitant. À partir d'une perspective handicapée, elle les décrit comme « [...] les multiplications des conditions de possibilité de vivre, lorsque la vie devient dépourvue de ressources (corporelles, environnementales ou autres) [...] les personnes handicapées peuvent transformer la matérialité même de l'environnement à travers les performances les plus banales et les plus micro » (Dokumaci 2017, 395, ma traduction). Citation originale: “[...] the multiplications of the conditions of possibility of living, when life becomes devoid of resources (bodily, environmental, or otherwise) [...] disabled individuals might transform the very materiality of the environment through the most mundane and micro of their performances” (Dokumaci, 2017, 395).

⁹ Voir l'énoncé au lien suivant :

<https://histart.umontreal.ca/programmes-cours/etudes-cinematographiques/maitrise-etudes-cinematographiques/#c94354>

BOOM

Quatre années venaient de passer.

On est hier ou aujourd'hui ?

« Pendant que son cerveau traite le flux des informations, l'autiste peut vivre un effet de “disque qui saute” ou de “téléchargement en continu qui gèle” » (Harrisson et St-Charles 2017, 58).

« Avec des repères forcément externes, la vie n'est pas simple : la notion du temps est très différente » (Harrisson et St-Charles 2017, 94).

PAUSE

Furor sanandi

OU COMMENT DEVENIR MALADE DE CETTE ÉNERGIE QU'ON DÉPLOIE AUTOUR DE VOUS AFIN DE VOUS GUÉRIR

par Matteo

Simple texte sur cette folie dans laquelle je suis tombé à force de me faire dire, ou montrer, que je ne « fonctionnait » pas comme il faut. Un support pour dénoncer cette « rage de guérir » dans laquelle se lancent parfois, souvent, médecins, thérapeutes et de nombreux intervenants, quelle que soit leur approche. À la longue, j'ai fini par être convaincu de ce dysfonctionnement, cette inadaptation, inadéquation, inaptitude. Je tenais à peu près bien, jusqu'à ce qu'arrive une autre de ces remarques censées m'aider, quelque chose en moi a brisé.

Pour mon bien, toujours pour mon bien, je devrais changer. Je dois corriger ma façon d'être, je dois me conformer, je ne dois pas questionner, je ne dois pas faire de vagues en exprimant des idées non conventionnelles, bizarres. Souvent, simplement des idées différentes, une autre manière de voir le monde, une autre manière de se percevoir soi-même. Autour de moi, autour de ces quelques intervenant-e-s censé-e-s m'accompagner à des moments plus difficiles, j'ai fini par comprendre que le poids de l'adaptation, de l'ajustement ne reposait que sur moi. Encore. Et encore. Et encore. Ce que je faisais pourtant depuis toujours, plutôt naturellement, puisque c'est le prix à payer pour vivre parmi les « typiques » de toute sorte. Mais là, j'étais entré, à la suite d'un « j'en-peu-pu » généralisé, dans la psychologie « by the book » et dans le système psychiatrique (avec les diagnostics qui ne manquent pas de nous réduire à un cas). Je n'allais pas bien en grande partie à cause de ces efforts constants pour aller dans le même sens que la plupart, ou du moins essayer. J'étais rendu au bout de tout ça. Ça. Métro-boulot-dodo, être en couple, accepter les invitations à des party (niveau de difficulté et d'inconfort au plafond), faire du bénévolat pour « aider les pires que moi », faire du « social », bavasser dans les vestiaires même si quand j'allais jouer au soccer, je voulais juste jouer au soccer. Étrange, peut-être, j'aime les

sports d'équipe, mais dès lors qu'il faut échanger, discuter, j'ai du mal à respirer au sein d'un groupe. Bah. Je n'en suis pas à une contradiction prêt. Bref, j'ai fini par tomber malade, burnout existentiel, burnout de l'adaptation, et ce qu'on m'a demandé a été de... m'adapter encore plus, encore mieux. De piétiner ce que je suis foncièrement, de suivre le flux qui pour moi est à contre-courant.

J'ai sombré davantage, dans cette course à devoir aller mieux, mais je n'allais pas assez vite, pas assez bien. À l'occasion je leur ai dit que ce n'était pas de ça dont j'avais besoin, il ne fallait pas chercher à me guérir puisque je n'étais pas malade. Psychologue, médecin, orthopédagogue, intervenant-e psychosocial-e... Dans ce milieu on veut des objectifs clairs, précis, mesurables, dont les résultats sont palpables. Je comprends... c'est rassurant de mesurer, peser, contrôler. Je comprends bien que c'est une façon de travailler, qu'ils sont nombreux à concevoir le mal de vivre ou le mal d'être comme une maladie qu'il faut traiter. Et que pour eux ce qu'il y a autour de ces difficultés avec soi et le monde sont des symptômes à supprimer, des comportements à corriger. On vous dit qu'il faut valider votre vécu, mais en parallèle on vous dit qu'il faut corriger ce que vous faites, ce que vous pensez, ce que vous êtes, parfois même corriger qui vous êtes.

À les entendre, j'étais une erreur. À leurs yeux, je ne fonctionnais pas bien.

Alors, au choix, on a voulu me réparer ou me corriger ou les deux. Ils y ont mis beaucoup de cœur, j'essayais de ne pas les décevoir.

Oui, je dis souvent que je me sens en morceaux, que je suis comme cassé. C'est en ces termes que je décris

ces moments où j'ai l'impression de perdre le sens de ce qui m'entoure, les moments sans repère ni autour ni en moi. Mais ce n'est qu'une métaphore, ça ne signifie pas qu'il faut me réparer. Souvent, il faut juste écouter. Accompagner. Pas « intervenir ».

Le modèle biomédical est encore ce qui prévaut dans la prise en charge des « troubles de l'âme », il faut prendre ces médicaments qu'on nous prescrit, il faut faire et non pas être, et il faut faire ce qu'il faut pour être le plus conforme possible. Pour s'inscrire dans ce système où dominent les concepts de mesure et de progrès. Mesurer. Noter. Valider. Approuver. Mais ça ne se mesure pas, la vie.

On veut vous guérir du mal de vivre, qui peut-être plus souvent qu'on ne le pense tire sa source d'une immense fatigue à chercher à s'adapter coûte que coûte, afin de ne pas se retrouver marginalisé. Et on veut se guérir parce que, quand même, on se dit qu'ils ont sûrement raison; on s'habitue à croire que la normalité c'est eux, et que c'est mieux.

Je croyais tellement à leur « savoir mieux » que j'ai nié longtemps cet inconfort, ce désaccord, entre leurs

discours formatés et mon expérience du monde et de moi-même.

Complètement épuisé surtout, je n'étais pas malade. Je le suis devenu par le biais d'un diagnostic. Au moment de le recevoir, vous ne savez pas que c'est comme une sentence. Pourtant votre parole n'est plus entendue une fois qu'on a trouvé un ou plusieurs noms pour vous définir. Ce que vous dites ne vaut plus grand-chose, on ne vous écoute plus. Et si vous décrivez quelque chose qui ne correspond pas aux critères diagnostiques de ces étiquettes qu'on vous a collées, au mieux on ne vous croit pas, au pire on en fait un symptôme de plus. L'objectif semble de vous maintenir dans le carcan médical.

Ils ont tenté de me mettre en boîte pour me guérir, j'ai cru moi aussi qu'il le fallait. Pas forcément me mettre en boîte, mais au moins guérir. Mais guérir de quoi? Guérir de moi?

Je me suis rendu malade d'abord à essayer de m'adapter, puis d'être dans ce système qui confirmait que j'étais défectueux et qu'il fallait même m'adapter encore davantage pour être « réparé ».

J'ai essayé longtemps d'entrer dans la boîte, mais c'est tuant. Plus j'essayais d'aller bien, moins j'avais le goût de vivre.

Pour une approche critique de la SANTÉ MENTALE :

LA COURSE À L'ADAPTATION OU LE RENVERSEMENT DU SYSTÈME

par Elisa Vial et Liza Hammar

Nous sommes en fin de trimestre. Je cours après le temps pour rendre mes travaux de fin de session en cumulant 4 contrats de travail qui me permettent de vivre en parallèle de ma thèse pour laquelle je n'ai (toujours) pas obtenu de financement. Je traverse aussi un deuil en vivant à l'autre bout du monde, éloignée de tous mes proches. Les matins commencent à être difficiles, alors je décide de contacter les services de soutien psychologique de l'UQAM. J'obtiens rapidement et dès le début de la séance, je lui explique la situation: c'est difficile de tout porter en ce moment et peut-être me ferait-il du bien de prendre le temps de ventiler sur les difficultés du quotidien. Mais très vite, je suis mal à l'aise, car malgré toute sa bienveillance, la psychologue soutient que ce qui m'arrive est commun : c'est la fin du trimestre, tout le monde est épuisé, l'enjeu est de savoir si l'on peut encore tenir quelques semaines, mais c'est bien normal de se retrouver dans cet état et d'ailleurs, c'est même très bien, car j'aurai les bons réflexes, ceux de la résilience. Je sors de là plus agacée qu'à mon arrivée, mais certainement pas moins désespérée. Je me demande pourquoi cette psychologue a tant insisté pour normaliser ce que j'identifie comme l'épuisement dû à l'exploitation. Pourquoi ne validait-elle pas l'indécence du traitement du deuil dans le milieu de travail que je dénonçais lorsque j'expliquais les circonstances de mon arrêt de travail suite au deuil d'un proche? Pourquoi insistait-elle sur mes capacités, ô combien grandes, à m'adapter, alors que, précisément, je voulais mourir de ces efforts d'adaptation?

S'il y a bien un espace, dans le néolibéralisme, où les individus sont poussés à l'adaptation, c'est bien la santé mentale. Santé mentale au travail, santé mentale dans la sexualité, dans le couple, dans la famille, à l'université, *santé mentale*, santé mentale, **santé mentale**. Cette dernière est mobilisée de manière positive afin de parler de bien-être et de faire de celui-ci un idéal à atteindre.

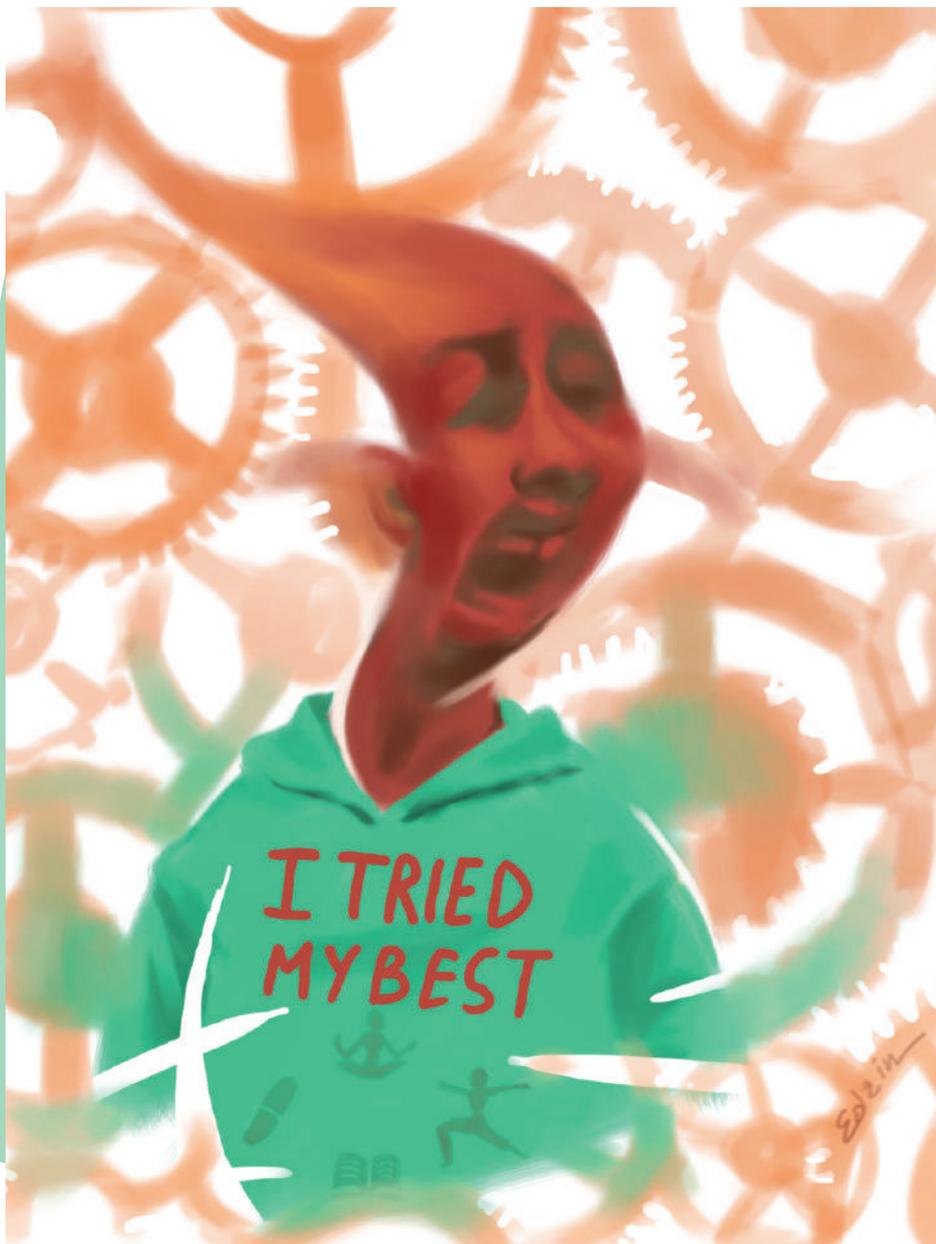
Origine et débats

Créée par l'OMS, le constat est clair : la santé mentale doit être un espace où se réfléchit les moyens que l'individu utilise pour s'adapter à son environnement. L'envi-

ronnement serait le travail : apprendre à déconnecter, se ressourcer, connaître ses limites. L'environnement serait les relations humaines aussi : mettre des limites au sujet qu'on est en mesure d'entendre pour se préserver. Mais l'environnement renvoie à une idéologie englobante: le capitalisme néolibéral. À vous de préserver votre santé mentale, votre intégrité dans un monde qui vous veut du mal.

Problème de santé mentalisme

L'objectif de la création du terme de santé mentale par l'OMS en 1949 est d'aider l'individu à s'adapter à la société. Néanmoins, la prise de conscience de la



nécessité de protéger sa santé mentale n'est pas dommageable en soi. Ce qui l'est est de supposer que la santé mentale est un problème individuel et non collectif. C'est entre autres ce qui se cache derrière le terme de santé mentale positive, qui tend à se trouver une place dans le contexte médical et paramédical.

Le développement de la santé mentale positive s'accommode du capitalisme néolibéral, voire même se développe de pair avec lui : on fait venir des coachs en santé mentale en entreprise, des consultant-e-s apportent des viennoiseries pour les pauses afin de renforcer l'esprit d'équipe et on installe des baby-foots

pour les employé-es, des crèches pour les enfants, au lieu d'aménager des horaires et des jours pour que les parents puissent s'occuper de leurs enfants, et bien sûr, on survalorise les comportements de dévouement envers l'entreprise.

Depuis quelques années, on assiste à une explosion des dépressions, de l'anxiété et des "burn-out" voire "bore out" (de l'anglais *to be bored* qui signifie ennuyer) – on n'est jamais à cours de créativité. Peut être nous direz-vous : les chiffres sont trompeurs, il s'agit sûrement qu'on diagnostique mieux et davantage. Vous auriez peut-être raison. Ou alors les mesures d'exploitation et de division de travailleur-euses se sont accrues, les syndicats sont sabotés, les contrats de travaux morcelés, les regroupements des travailleur-euses éclaté-e-s par le télétravail, tout ceci participe à ces explosions de « problèmes en santé mentale ».

Sans entrer dans les détails des courants de pensées qui questionnent les notions de maladies mentales, il est intéressant de mentionner ce qui se joue du côté militant. Pour certain-e-s, la maladie mentale n'existe pas, car cela signifierait, à raison, que l'« anormal » serait pathologique.

Néanmoins, le terme de maladie permettrait aussi de maintenir la question centrale de la souffrance liée à certains troubles. Aussi, il est intéressant de voir que si la dichotomie santé/maladie n'est pas spécialement évidente et renvoie à une certaine normalité/anormalité, on constate que la santé mentale qui se veut hégémonique, et ne parle plus de maladie, mais pathologise tout de même les troubles et souffrances psychiques. La mécanique est simple : ce n'est pas la société qui vous fait souffrir, mais vous qui n'arrivez pas à suivre la société moderne. Cette santé mentale positive invite à

adopter un comportement qui ne nécessite plus une remise en question systémique, mais demande une adaptation personnelle. Pour se faire, rien de mieux que le développement personnel et un·e bon·ne coach au travail. En d'autres termes, la maladie mentale/le trouble mental, avec son imaginaire et ses réalités matérielles, nous permet de nous questionner sur « comment prendre en charge collectivement la souffrance psychique » et sur les moyens économiques, politiques et sociaux de sa résolution. À l'inverse, la santé mentale, notamment positive, fait disparaître la question de la maladie/du trouble, en la renvoyant à l'individu et sa gestion de la pathologie: « faites du yoga », « allez, quelques séances de sophrologie vous feront le plus grand bien ». Autre point à soulever, l'appel à la prise en charge individuelle des souffrances psychiques renvoie à une fausse égalité à l'accès au soin : « quand on veut (se soigner), on peut (à condition d'avoir les ressources matérielles pour le faire) ». Ce renvoi à l'action individuelle occulte le problème du libéralisme, du capitalisme mais aussi de la crise climatique.

Bellahsen mentionne l'exemple éclairant de l'un de ses patients en dépression comme ils seraient définis par les divers manuels de psychiatrie. Au lieu de prescrire un antidépresseur, il conseille d'abord à son patient de se syndiquer au travail, car le problème est systémique.

Nous terminons sur un autre exemple qui montre la nécessité de revoir la question de la santé mentale d'un problème systémique : Frédéric Lordon expliquait que l'écoanxiété, ce "trouble" est encore un renvoi à l'échelle de l'individu. Les individus tendraient à être anxieux, à juste titre, à propos de la crise climatique. Mais le problème du changement climatique est aussi systémique, ce sont les politiques capitalistes qui ruinent l'environnement, ce sont les ultra riches qui polluent pendant que nous trions nos déchets. Ce que suggère Lordon est la transformation de ces écoanxieux en écofurieux !

Il est nécessaire de dépathologiser un sentiment légitime en le politisant.

Comment améliorer l'état psychologique collectif

La question qui se pose est celle de l'amélioration des conditions psychologiques et plus largement de la santé. Considérant la place centrale de l'exploitation et des oppressions, du vivant dans sa globalité, dans la détresse collective et particulièrement celle de la jeunesse, il convient de s'attaquer aux racines du problème et non uniquement aux effets produits.

Autrement dit, il n'y aura pas de santé pour tous·tes dans un système capitaliste reposant sur la productivité et la hiérarchisation de vivant. En attendant, il est primordial de se battre pour l'amélioration des services de santé, qu'ils soient publics et accessibles à tous·tes et gratuitement.

Il faut, parallèlement, encourager et développer une vision émancipatrice et révolutionnaire du soin : cela implique que soigner doit aussi vouloir dire améliorer les conditions matérielles, notamment sur le long terme, et sortir alors des politiques de gestion de crise en santé mentale où l'on se contente de désamorcer les crises lorsqu'elles surviennent. C'est avant que ça se passe. Si la prévention est la clé, elle doit être qualitative et non quantitative. Il est important de proposer en amont des centres d'appels et d'accueil, mais les moyens d'accompagner et de suivre les personnes sont diminués d'années en années lorsqu'ils ne sont pas inexistant¹. Alors ces structures ne proposent que ce que nous appellerons ici du « quantitatif ». Ce qu'on entend par « quantitatif » renvoie aux mesures de surface, peu engageantes et peu exigeantes financièrement et socialement mais qui donne l'impression de prendre en charge le sujet politiquement, une stratégie de communication politique en somme.

Évidemment, ce dernier point exige de rompre avec la santé normative, positive et validiste. Nous encourageons les alternatives en santé mentale et leur vision du soin et de la pair-aidance. Nous vous renvoyons vers le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRAMSQ) qui fait un travail formidable de diffusion du savoir, vulgarisation et de regroupement des ressources alternatives au Québec².

¹ Nous pensons aux structures comme le Cactus qui doivent fermer leurs portes tôt dans la nuit par manque de moyens humains et financiers et ainsi, elles ne peuvent plus remplir leur mission d'accueil.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1993699/allee-crack-drogue-cactus-montreal-itinerance>

² http://www.rrasmq.com/liste_membres.php

Désinformation et montée de la haine envers la communauté 2SLGBTQIA+ :

IL FAUT PROTÉGER LE VIVRE-ENSEMBLE !

par Ariane Beaudin (elle/iel)

Depuis quelques années au soi-disant Québec, les luttes sociales queers qui font les manchettes prennent surtout forme autour des enjeux touchant l'identité de genre. L'ajout de la possibilité de la mention « Non binaire » sur les certificats de naissance compte parmi les victoires symboliques de cesdites luttes. Toutefois, certaines personnes sont réfractaires à cette direction progressiste. La « polémique » autour des drag-queens qui animent des heures du conte dans des bibliothèques municipales en témoigne : sur ce dossier, les détracteur·rices nourrissent un amalgame hasardeux (et haineux) entre identité de genre, orientation sexuelle et appartenance à la communauté 2SLGBTQIA+. On remarque d'ailleurs que ce discours transphobe et queerphobe prend habituellement racine dans le discours du mouvement conservateur états-unien, ancré dans de la désinformation propagandiste.

En ce sens, il est essentiel de remettre les pendules à l'heure et de retourner aux faits. Déjà, il est important de préciser que, par exemple, bien qu'elles fassent souvent partie de la communauté 2SLGBTQIA+, les drag-queens (ou les drag-kings en l'occurrence) ne sont pas nécessairement des personnes trans*, mais bien des personnes qui performant l'art du drag. En ce qui concerne le sujet « épineux » de l'identité de genre, il s'agit de reconnaître que le genre est une construction sociale. En d'autres mots, le sexe dit biologique n'est pas garant du genre. Par exemple, les traits liés à ce qu'on considère comme masculin (virilité, leadership, intérêts pour les travaux manuels, etc.) seraient des

caractéristiques socialement conditionnées : nous élevons des personnes dont le sexe assigné à la naissance est masculin à être intéressées par ces choses qui « les font hommes ». Toutefois, la catégorie « homme » en soi est une construction sociale arbitraire; ainsi n'importe qui peut s'en revendiquer.

Par-delà ce constat, il n'empêche que les personnes queer et trans* ne sont pas la menace dont les médias de droite les accusent. Aux États-Unis, les forces conservatrices cherchent à les associer, avec les drag-queens, au « grooming », c'est-à-dire à un phénomène visant à profiter de la naïveté des personnes mineures pour les « sexualiser » à des fins personnelles, encore une fois, en se basant sur de la propagande non fondée. Certaines parties de la communauté queer états-unienne alimentent ce discours et, par ce fait même, nourrissent une dynamique ségrégationniste (le LGB vs le TQIA2S+), allant jusqu'à argumenter que le comportement des personnes trans* fait reculer les droits des personnes queers de manière générale¹.

Jusqu'à maintenant, au soi-disant Québec, cette dynamique ségrégationniste se fait plus subtile; du moins, la solidarité demeure au rendez-vous lorsque nécessaire. À l'été 2023, déjà plusieurs manifestations contre des heures du conte ont été contrecarrées par des membres de la communauté queer et leurs allié·e·s dans la province. Ces manifestations haineuses, dans certaines occurrences, ont même attiré ou été organisées par des individus ouvertement néonazis², montrant en quoi l'affaire est ancrée dans les idéologies de droite.

¹ Par exemple, l'organisme à but non lucratif américain du nom de Gays Against Groomers participe activement à la propagation de ce discours.

² Voir à ce sujet : <https://montreal-antifasciste.info/fr/2023/06/25/conspis-et-neonazis-qui-sont-les-organismes-de-la-manifestation-anti-lgbtq-du-8-juillet-a-quebec/>



Dans l'arène politique fédérale, la plateforme du Parti populaire du Canada comporte désormais une section sur l'« idéologie radicale du genre ». Du côté provincial, Éric Duhaime a également fait circuler une pétition contre les heures du conte animées par des drag-queens, pour ne nommer que ces exemples.

Comment contrecarrer cette escalade haineuse? Dans un premier temps, il faut travailler activement à ce que la communauté queer ici ne suive pas l'exemple des groupuscules états-uniens qui cherchent à diviser les rangs. La solidarité entre les queers et leurs allié-e-s est fondamentale pour freiner la propagation de la désinformation à l'encontre des drag-queens et des personnes trans*. Dans un second temps, il faut continuer d'être réactif.ve lorsque des attaques (manifestations, perturbations, projets de loi, etc.) se font contre les droits de la communauté 2SLGBTQIA+. La veille de l'actualité des États-Unis et des autres provinces – comme au Nouveau-Brunswick avec le projet de loi 731 – peut

aider à voir venir les nouvelles offensives (concrètes et médiatiques) à cet égard.

Rappelons-nous aussi qu'avec l'intensification de la crise socioécologique, il est récurrent de voir les forces politiques en place chercher des boucs émissaires pour expliquer les maux qui traversent la société. Il est tout aussi récurrent que la population désire des explications simples pour soulager les angoisses existentielles que ce siècle soulève et, de ce fait, qu'elle succombe à la désinformation à l'égard de groupes minorisés. Restons vigilant-e-s et proactif-ve-s devant ce phénomène, puisque, à la fin de la journée, il ne s'agit pas seulement de défendre les droits de communautés spécifiques, mais bien de garantir la pérennité d'un vivre ensemble sécuritaire pour toutes !

CONTRE !

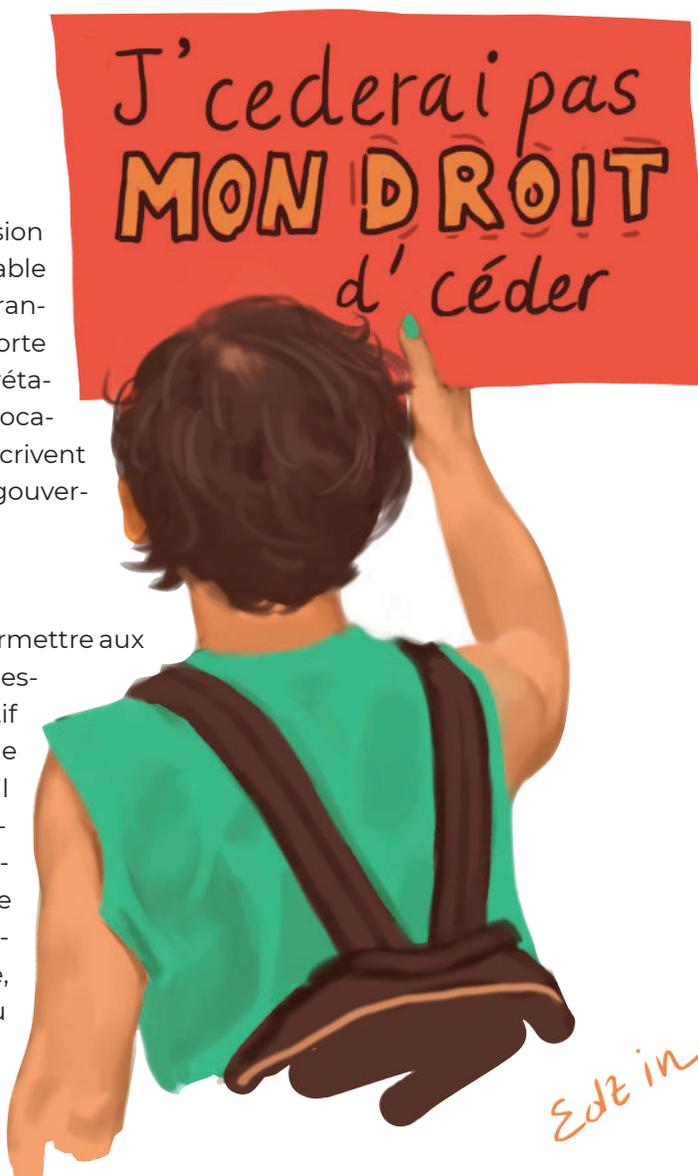
LE PROJET DE LOI 31

par l'équipe du SÉTUE

Le 9 juin dernier, à la clôture de la session parlementaire, la ministre responsable de l'Habitation, France-Élaine Duranseau, a déposé le projet de loi 31 (PL31) qui porte sur le logement. Visant officiellement à « rétablir l'équilibre entre les propriétaires et les locataires », les mesures de ce projet de loi s'inscrivent en harmonie avec l'agenda politique d'un gouvernement de propriétaires.

La fin annoncée de la cession de bail

Dans sa mouture actuelle, le PL31 entend permettre aux propriétaires de refuser de consentir à la cession de bail « pour un motif autre qu'un motif sérieux ». Il s'agit d'une attaque en règle contre nous, les locataires. La cession de bail représente l'une des plus importantes dispositions législatives nous permettant de limiter la hausse des loyers et d'entretenir une solidarité entre locataires. En effet, en transférant un loyer d'une personne à une autre, on empêche le propriétaire de profiter du déménagement pour l'augmenter drastiquement. Mais il y a plus. Faut-il le rappeler, la cession de bail était à l'origine une mesure visant à réduire la discrimination dans l'accès au logement. Si le projet de loi est adopté, il s'agira d'un important recul pour ceux d'entre nous subissant déjà des oppressions systémiques; les propriétaires pourront refuser de louer leurs logements sur la base de leurs préjugés en toute légalité!



J'cederai pas
MON DROIT
d'ceder

EdB in

La pilule ne passe pas

Pourtant le projet de loi comprend certaines mesures pour encadrer les évictions. Par exemple, une disposition prévoit qu'une personne n'ayant pas répondu à

TOUCHE PAS À MA HANDS OFF MY LEASE TRANSFER! CESSION DE BAIL !

MANIF NATIONALE
SAMEDI 16 SEPTEMBRE À 13H

MÉTRO PRÉFONTAINE

**Tiohtià:ke
MONTRÉAL**



REGROUPEMENT DES
COMITÉS LOGEMENT ET
ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES
DU QUÉBEC



un avis d'éviction pour rénovations majeures sera présumée l'avoir refusée. Le projet de loi prévoit également une augmentation des indemnités devant être versées aux locataires lorsqu'une éviction est accordée. Si l'on ne s'oppose pas à ces modifications, celles-ci ne limitent pas pour autant le droit des proprios de nous évincer. Nous ne nous laisserons pas bernier par cette mesure; le PL31 ne doit pas passer !

CAQpitalistes

Legault affirmait en 2021 qu'un logement coûtait 500\$ à Montréal. Il affirmait cet été qu'en 4 premiers juillet à son poste, « personne ne s'est retrouvé à la rue ». On pourrait penser qu'il est déconnecté de nos réalités, mais à notre avis, au contraire, son inaction sur la question lui profite, à lui et à sa classe, et il le sait très bien. S'il a tardé à reconnaître, du bout des lèvres, la crise du logement, c'est que, de son point de vue, tout va comme prévu. Le logement est un bien privé qui sert à s'enrichir. Il ne s'agit pas d'un droit, tel que reconnu dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, pourtant ratifié par le Canada. Les déclarations récentes de Duranceau ne laissent pas subsister de doute. Les locataires, « qu'ils investissent en immobilier ! » s'ils veulent choisir à qui on loue et à quel prix !

Pour être informé des mobilisations à venir contre le PL31, suivez les pages Instagram et Facebook du FLIP (Front de lutte pour un immobilier populaire) et du RCLALCQ (Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec) !

On s'organise !

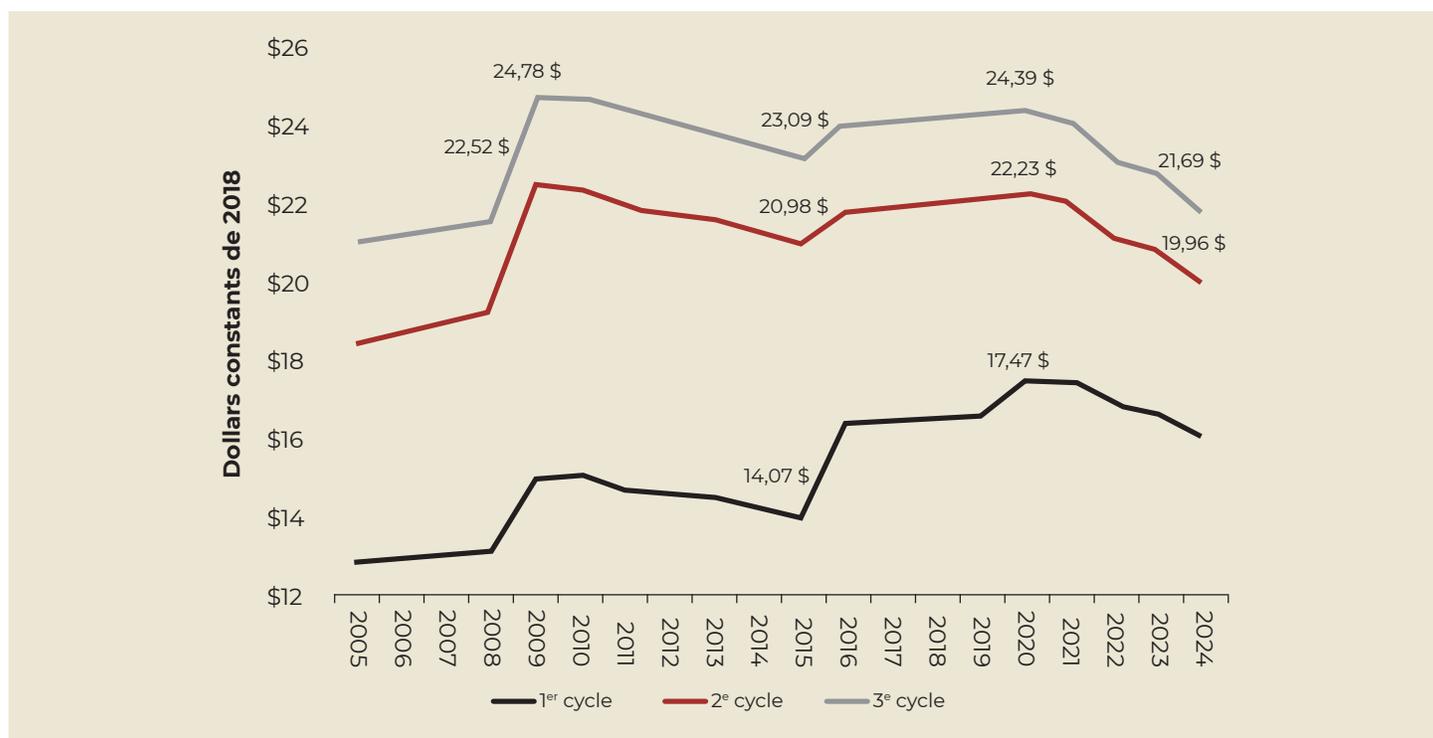
Déposé à la fin de la dernière session parlementaire, le projet de loi sera étudié durant l'automne et devrait être adopté d'ici la fin de l'année 2023. Le 22 juin dernier, près de 4 000 personnes ont manifesté en réaction à son dépôt. Depuis, de nombreuses initiatives ont été mises en branle cherchant à s'y opposer. Parmi celles-ci, le Front de lutte pour un immobilier populaire (FLIP) s'est créé durant l'été et a pour objectif de créer un large front commun face au PL31. D'année en année, la situation du logement se dégrade et l'opposition au PL31 constitue une opportunité de s'organiser pour revendiquer un réel droit au logement pour tous. On se voit dans la rue !

LUTTONS CONTRE NOTRE APPAUVRISSEMENT

par Émile Brassard

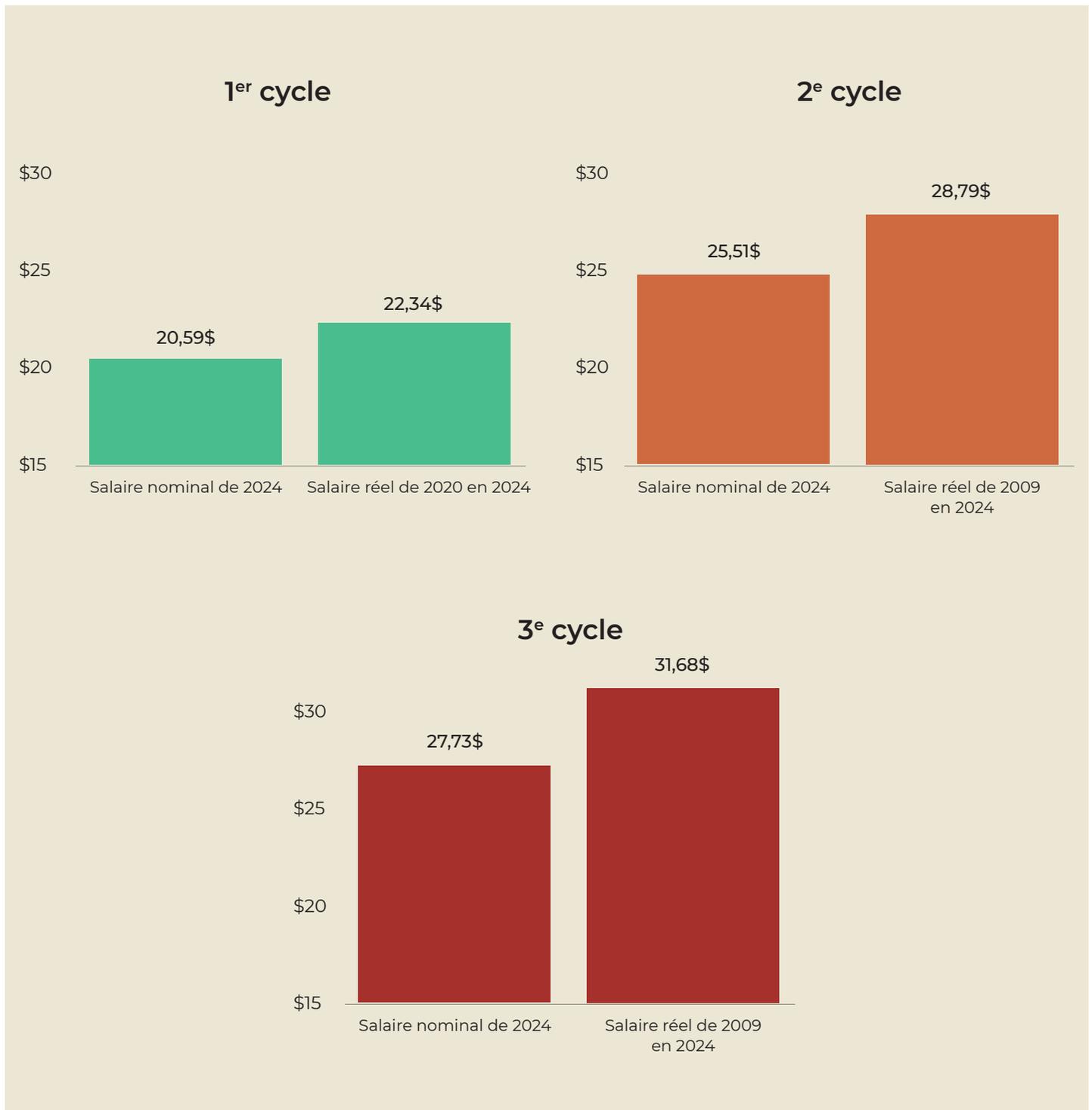
Face à l'inflation actuelle, nous, employé-e-s étudiant-e-s de l'UQAM, devons lutter contre notre paupérisation en réclamant des salaires indexés au coût de la vie. Si nos conventions collectives prévoient des augmentations salariales chaque année, depuis 2020, ces augmentations ont néanmoins été inférieures à l'inflation. Conséquemment, nos salaires réels, c'est-à-dire en fonction de son pouvoir d'achat en comparaison avec une année de base, diminuent.

Ainsi, en 2020, les salaires horaires avaient, en dollars constants de 2018, une valeur de 24,39 \$ pour les 3^e cycle, de 22,23 \$ pour les 2^e cycle et de 17,47 \$ pour les 1^{er} cycle. Toutefois, une projection de nos salaires réels pour 2024 basée sur une inflation annuelle de 5 % montre que, malgré les hausses de salaire prévues par la convention collective, notre pouvoir d'achat va baisser.



¹ Notons que 5% est relativement conservateur considérant que la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région métropolitaine de Montréal a été de 6,6% de 2021 à 2022. De même, la variation de l'IPC à Montréal pour les mois de janvier à avril 2023 par rapport à 2022 a été de 6%. Voir ISQ, « Indice des prix à la consommation (IPC), indice d'ensemble, Canada, Québec, RMR de Montréal et RMR de Québec, moyennes annuelles (2002=100) », dans Institut de la Statistique du Québec, 17 janvier 2023, en ligne, <<http://bit.ly/42peM7U>> ; Statistique Canada, « Tableau 18-10-0004-12 : Indice des prix à la consommation selon le groupe de produits, données mensuelles, variation en pourcentage, non désaisonnalisées, villes provinciales », dans Statistique Canada, 16 mai 2023, en ligne, <<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1810000412>>.

D'ailleurs, on peut noter qu'en termes de pouvoir d'achat nos salaires ont atteint leur sommet en 2009 en ce qui concerne les salarié-e-s de 2^e et 3^e cycle; pour le 1^{er} cycle, ce serait plutôt en 2020. Que seraient nos salaires pour 2024 s'ils avaient été annexés au coût de la vie à leur sommet en valeur réelle? Les voici :



En d'autres termes, il faudrait qu'une personne auxiliaire d'enseignement au 3^e cycle gagne un salaire horaire de 31,68 \$ en 2024 pour avoir un pouvoir d'achat équivalent à celui qu'elle avait en 2009. Or, actuellement, la convention collective 2020-2024 prévoit un salaire horaire de 27,73 \$ pour les employé·e·s étudiant·e·s de 3^e cycle, soit 14,2 % moins.

D'ailleurs, exiger de telles hausses salariales n'a rien de farfelu, puisque l'UQAM nous a déjà alloué un salaire équivalent par le passé. Pourquoi accepterions-nous une telle baisse de notre pouvoir d'achat ? Ainsi, il n'est pas démesuré de réclamer, pour la prochaine négociation collective, des salaires à la même valeur que les sommets passés. C'est même la moindre des choses.

Et les autres universités ?

De plus, de tels salaires seraient loin d'être les plus élevés parmi les universités canadiennes. Par exemple, les salaires des auxiliaires d'enseignement de l'Université McGill étaient en 2022 de 33,03 \$, tous niveaux d'étude confondus, soit environ 25 % plus que le plus haut salaire de l'emploi équivalent à l'UQAM en 2022.

De même, ce salaire est de 29 \$ pour les auxiliaires d'enseignement de l'Université Concordia.

Enfin, l'Université de Toronto offre en 2023 un salaire horaire de 47,64 \$ à leurs auxiliaires d'enseignement, tous niveaux de scolarité confondus, soit 75 % plus que le salaire le plus élevé d'un·e employé·e étudiant de l'UQAM. Cette différence n'est pas uniquement attribuable au coût de la vie plus élevé à Toronto. En effet, selon Statistique Canada, le coût de la vie à Toronto était 15 % plus élevé qu'à Montréal en 2019. Et cette différence est de 39 % pour le logement. Conséquemment, un salaire horaire d'auxiliaire d'en-

seignement à Montréal équivalent à celui de Toronto en termes de pouvoir d'achat devrait être entre 34,27 \$ et 41,40 \$, ce qui est largement inférieur au 27,09 \$ que reçoivent les employé·e·s étudiant·e·s de 3^e cycle.



² Les salaires horaires nominaux sont issus des conventions collectives entre l'UQAM et le SÉTUE, puis ont été convertis en dollars constant de 2018 pour la région métropolitaine de Montréal d'après de l'IPC fourni par l'ISQ, op. cit., selon le calcul suivant : $s \cdot \text{IPC}_{2018} / \text{IPC}_A$, où s correspond au salaire nominal d'une année, IPC2018 représente l'IPC de 2018 et IPC-A équivaut à l'IPC de l'année du salaire nominal.

³ Statistique Canada, « Tableau 18-10-0003-01 : Indices comparatifs des prix des biens et des services de consommation entre les villes, données annuelles », dans Statistique Canada, 13 avril 2021, en ligne, <<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1810000301>>.

⁴ Gouvernement du Québec, « Code du travail », 2023, art. 52.

Prochaine négociation

La convention collective actuelle entre l'UQAM et le SÉTUE arrive à échéance le 31 décembre 2024. Néanmoins, la phase des négociations commence à compter du moment où un avis de négociation a été reçu par l'employeur de la part du syndicat (ou vice versa). Cet avis peut être donné dans les 90 jours précédant l'expiration de la convention (soit, dans notre cas, le 2 octobre 2024), à moins qu'un autre délai n'y soit prévu.

Or, ce délai de 90 jours est largement insuffisant. Pour les trois renouvellements de convention du SÉTUE, il s'est écoulé en moyenne deux ans entre l'échéance de la convention collective et la signature de la nouvelle. Ce délai est particulièrement long considérant la nature temporaire de l'emploi

étudiant. En fait, il y a fort à parier que, lors des dernières négociations collectives, la population du SÉTUE qui a adopté le cahier de négociation n'était plus que partiellement la même que celle qui a signé la convention collective. Cela compromet l'intérêt des étudiant-e-s à négocier rétroactivement les salaires, comme ce fut le cas lors de la négociation ayant mené à la convention de 2016-2019.

En somme, il importe que, dès cet automne, les employé-e-s étudiant-e-s préparent le cahier de négociation pour la future convention collective et entament la mobilisation pour une hausse de salaire permettant de faire face à l'inflation, de telle sorte que le rapport de force contre la direction soit à son comble dès le début des négociations en automne 2024.

A B C ÉDUAIRE

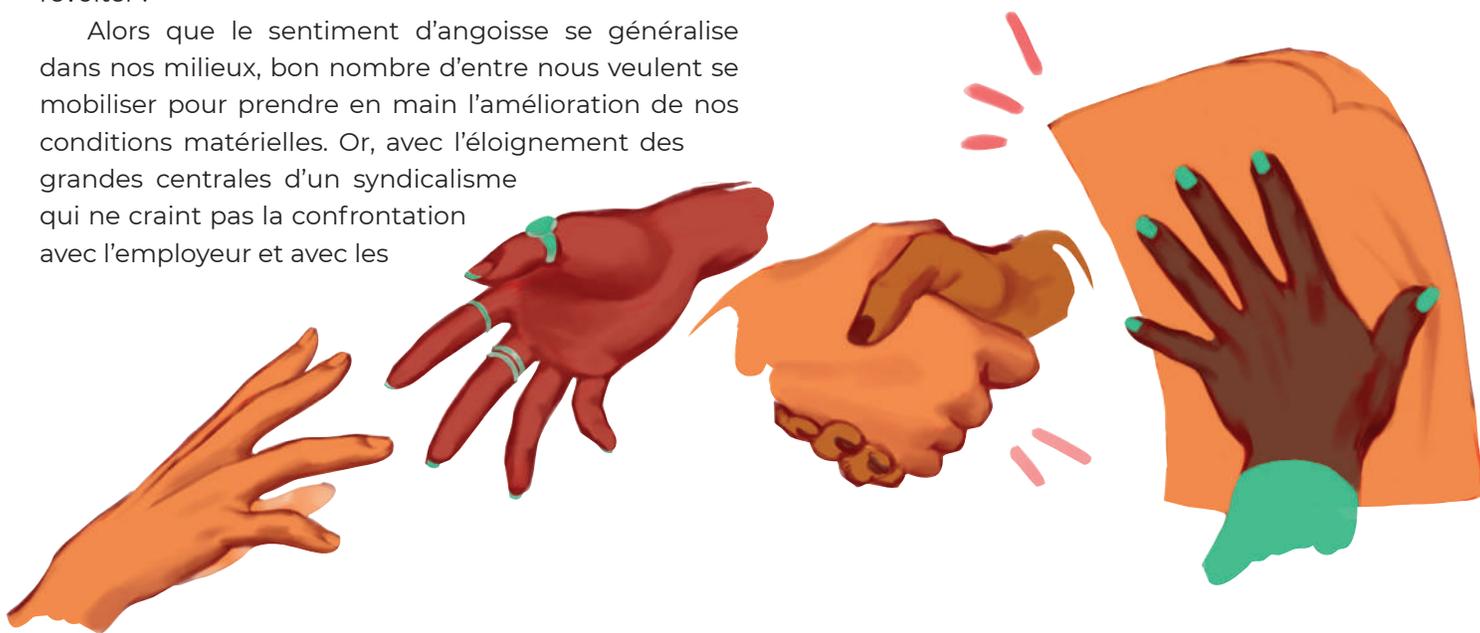
pour gagner nos LUTTES

par Ana

Les étudiant·e·s employé·e·s de l'UQAM n'ont cessé de s'appauvrir depuis 2009 en raison de l'inflation³. En plus de l'anxiété que causent les changements climatiques et de la violence découlant de la montée en popularité de la droite et de ses extrêmes un peu partout sur le globe, nous devons plus que jamais faire des pieds et des mains pour joindre les deux bouts, mois après mois. On apprenait même en juin dernier le dépôt du projet de loi 31 par le gouvernement de la Coalition Avenir Québec, qui prévoit notamment de rendre impossibles les cessions de bail, une des dernières armes des locataires contre la hausse vertigineuse des loyers. Ce projet de loi nous vise directement et contribue à notre précarité, les communautés étudiantes étant majoritairement composées de locataires. Il y a de quoi se révolter !

Alors que le sentiment d'angoisse se généralise dans nos milieux, bon nombre d'entre nous veulent se mobiliser pour prendre en main l'amélioration de nos conditions matérielles. Or, avec l'éloignement des grandes centrales d'un syndicalisme qui ne craint pas la confrontation avec l'employeur et avec les

conventions collectives qui trop souvent freinent nos élans de mobilisation, il est normal que nos revendications puissent sembler hors d'atteinte. Nous constatons même que dans un contexte de manque de main-d'œuvre, les emplois non syndiqués proches du salaire minimum obtiennent souvent de meilleures augmentations que ceux qui le sont, ces derniers étant coincés plusieurs années avec des conventions collectives décevantes. Que faire pour sortir de ce fâcheux état des choses ? Cela passe inévitablement par l'agitation, l'action directe et la solidarité.



³ Pour plus de détails sur l'évolution des salaires des étudiant·e·s employé·e·s de l'UQAM, voir l'article Luttons contre notre appauvrissement.

Agitation

Ce qui fait la force d'un mouvement contestataire, que ce soit pour exiger une augmentation salariale ou pour empêcher la construction d'un pipeline, c'est en premier lieu l'engouement des personnes concernées et le soutien populaire vis-à-vis des revendications. Nous ne pouvons réalistement entendre faire des gains si nous paraissions comme une clique fermée d'illuminé-e-s; il nous faut agrandir nos rangs et diffuser au maximum nos idées, nos revendications et nos actions. Dans un contexte uqamien, de bons exemples pour atteindre de tels objectifs peuvent notamment se manifester sous la forme de périodes récurrentes de tractage dans l'agora du pavillon Jasmin lors des heures de pointe; de soupes populaires sur les heures de lunch; de "drop de bandières" soulignant notre colère à des endroits jugés opportuns; d'activités sociales sur le campus ou encore par l'organisation de conférences portant sur un sujet qui rejoint la condition étudiante. Nous avons vu de telles initiatives au SÉTUE cette année,

notamment avec l'événement Une Université Queer à Montréal du comité Diversité sexuelle et de genre (DSG), qui a mis de l'avant plusieurs ateliers et discussions autour d'enjeux touchant les communautés queers uqamiennes. Il s'avère impératif de continuer en ce sens si nous voulons développer de la camaraderie au sein du mouvement étudiant et syndical.

Grève générale et action directe d'automne

Lorsqu'on organise une campagne politique, il arrive souvent que malgré notre ferveur revendicatrice, l'employeur refuse de nous donner le peu que l'on demande, surtout lorsqu'on réclame de justes payes. Voilà pourquoi nous devons, dès le commencement de notre mobilisation, réfléchir à plusieurs scénarios de mobilisation et évaluer l'étendue des possibles en termes d'actions pour atteindre nos objectifs. Le débrayage demeure une tactique qu'il faut envisager. En refusant de travailler, non seulement faisons nous pression sur l'employeur en laissant les copies à corriger s'empiler ou encore en abandonnant les salles de classe d'examen sans surveillance, mais nous libérons aussi du temps de travail pour organiser des manifestations, faire des blocages, réfléchir collectivement sur des enjeux politiques, etc. D'autant plus qu'au SÉTUE, contrairement aux grèves étudiantes, faire de la militance en temps de grève est rémunéré, ce qui nous permet d'établir un rapport de force sans avoir à trop s'endetter individuellement.

Cependant, organiser des grèves est un travail de longue haleine, exigeant, surtout en considérant que celles-ci doivent nécessairement être adoptées en assemblée générale pour être effectives. Si nous croyons que les grèves constituent un moyen de pression que nous ne pouvons pas rayer de la liste de nos tactiques, il peut être plus efficace d'opter pour d'autres moyens de pression avant d'organiser une grève. Pour bâtir un rapport de force avec l'employeur en ce sens, faire de l'action directe autonome sur nos lieux de travail doit être envisagé. Qu'est-ce que l'action directe ? Il s'agit essentiellement d'actions politiques prises en charge par



les travailleuses elleux-mêmes, qui n'attendent pas d'ordres ni de conditions de la part du patronat ou d'un syndicat pour agir et défendre leurs intérêts. Perturbations, affichages, occupations et toute autre action politique contestataire qui ne passe pas par la médiation sont de bons exemples d'actions directes.

Solidarité

Pour faire valoir nos intérêts et espérer faire des gains, il s'impose de s'allier avec les autres travailleuses sur nos lieux de travail qui ne sont pas affilié·e·s à notre syndicat. D'abord, nous croyons que leurs luttes méritent d'être soutenues à la hauteur de nos capacités dans une perspective de lutte contre le patronat. Pour bâtir une résistance et oser imaginer une sortie du capitalisme et de ses États, la solidarité et la coopération entre travailleuses sont essentielles. Par ailleurs, il semble indispensable que nous multiplions nos chances de faire des gains significatifs dans nos propres combats lorsque nous avons le support politique et matériel d'autres organisations, syndicats et réseaux. À l'UQAM, les employé·e·s de soutien, les associations étudiantes et les chargé·e·s de cours sont des allié·e·s dont nous ne pouvons nous passer pour mener nos luttes contre la précarité. Nous pouvons aussi penser aux organisations militantes révolutionnaires des environs telles que Première ligne, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et le Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses de Montréal (SITT-IWW)², qui sont des col-

lectifs déterminés et possédant une bonne quantité de ressources pour nous aider dans nos luttes. Relayer les informations et publications des autres organisations dans nos réseaux, se présenter aux manifestations et aux lignes de piquetage, ou encore leur offrir de l'aide pour différentes tâches sont de bonnes preuves de solidarité et pourraient nous assurer un support de leur part lorsque nous en aurons besoin.

En avant le combat!

Évidemment, il existe autant de façons de mener des luttes qu'il y a de luttes et il est important de respecter ses limites lorsque vient le temps de s'impliquer. Le capitalisme et les États amplifient et reproduisent les différents systèmes d'oppression; il va de soi que toutes les personnes n'ont pas les mêmes capacités en termes de militance. En ce sens, l'idée derrière cet article n'est pas de dire quoi faire à qui que ce soit ni d'imposer un rythme de militantisme inatteignable, mais plutôt d'offrir des pistes de réflexion pour mettre de l'avant un syndicalisme de combat qui n'a pas froid aux yeux, qui offre des pistes collectives pour répondre aux problèmes sociaux et qui aspire à réellement récolter les fruits de ses efforts. Notre convention collective tire déjà à sa fin³; n'attendons pas l'échec des négociations avec l'employeur pour se mobiliser. Nous n'avons rien à attendre d'un employeur qui ne cesse de nous démontrer sa mauvaise foi. Commençons dès aujourd'hui à agiter, à agir et à se solidariser !

² Pour plus d'information, voir premiereligne.info, clac-montreal.net et <https://sitt.iww.org/>.

³ La convention collective du SÉTUE sera échu le 1^{er} janvier 2025.

QU'EST-CE QUE LE SÉTUE?

Le Syndicat des étudiant·e·s employé·e·s de l'UQAM représente et défend les 4 000 personnes étudiantes employées de l'UQAM : auxiliaires d'enseignement, auxiliaires de recherche, agent·e·s de liaison de la Fondation UQAM et tout un éventail d'autres emplois. Le SÉTUE a pour but d'améliorer les conditions de travail des membres du syndicat, tant par la négociation d'une convention collective que par la défense des membres au quotidien. Mais le SÉTUE s'engage aussi politiquement, dans une perspective de syndicalisme de combat, que ce soit au sein de l'UQAM, à l'intérieur des diverses organisations syndicales auxquelles il participe que sur tout autre enjeu débattu et voté en assemblée générale. Le journal du SÉTUE est publié de façon ponctuelle, selon les besoins. Que vous soyez étudiant·e employé·e ou non, il s'adresse à toute la communauté uqamienne.

NOUS CONTACTER

Permanence

209, rue Sainte-Catherine Est
Local V-2390
Montréal, QC H2X 1L2

Tél.: 514-987-3000 poste 3234
permanence.setue@gmail.com

Heures d'ouverture:

lundi au jeudi
de 9h à 17h

setue.net



setue.uqam



@setue_uqam

**VOUS ÊTES ÉTUDIANT·E
EMPLOYÉ·E PAR L'UQÀM ?**

DEVENEZ DÉLÉGUÉ·E SYNDICAL·E

**LE SYNDICAT DES ÉTUDIANT·E·S EMPLOYÉ·E·S VOUS
RÉMUNÈRE AU TAUX DE DOCTORANT·E (≈27\$/HEURE)**

- **REPRÉSENTATION SYNDICALE**
- **SUIVI DES PLAINTES ET GRIEFS**
- **MOBILISATION**
- **ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS**
- **TRAVAIL AU SEIN DES COMITÉS : GRIEFS, MOBILISATION,
EXTERNE, ANTIRACISTE, FÉMINISTE, 2SLGBTQIA+**



CONTACTEZ-NOUS !

(514) 987-3000 - POSTE #3234

COORDODELEGUES.SETUE@GMAIL.COM

VIA INSTAGRAM ET FACEBOOK

SÉTUE
syndicat des étudiant·e·s
employé·e·s de l'UQAM